

Rapport d'Amnesty: les droits de millions de migrants et de réfugiés "bafoués"



Les droits de millions de migrants et réfugiés ont été "bafoués" dans le monde par des gouvernements préoccupés avant tout par la défense des frontières, estime Amnesty International dans son rapport sur les droits humains dans le monde publié jeudi.

"Les droits de millions de personnes qui ont fui les conflits et les persécutions ou qui ont quitté leur pays en quête de travail et d'une vie meilleure (..) ont été bafoués", a dénoncé l'organisation de défense des droits de l'Homme, dont le siège est à Londres.

Amnesty a particulièrement insisté sur le conflit en Syrie où, selon elle, "une année de plus a été perdue pour le peuple syrien".

L'organisation a souligné les "conditions désastreuses" dans lesquelles vivent nombre de réfugiés syriens dans des camps installés aux frontières avec la Jordanie, la Turquie et le Liban. Selon elle, il y a "4 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, 1,5

million de réfugiés" et "un quart des habitants qui ont déjà été chassés de leurs terres".

"La communauté internationale est paralysée, ce qui fait que nous avons vu une inaction mondiale", a regretté le secrétaire général d'Amnesty, Salil Shetty.

"Partout dans le monde, les Etats se montrent davantage désireux de protéger leurs frontières nationales que les droits de leurs citoyens et ceux des hommes et des femmes qui viennent chercher refuge ou de meilleures chances", a ajouté l'organisation.

"Des millions de migrants se retrouvent dans une situation de violence ou de violation de leurs droits, qu'il s'agisse de travail forcé ou de violences sexuelles, à cause de politiques de lutte contre l'immigration qui ouvrent la porte à leur exploitation en toute impunité", a renchéri Salil Shetty.

L'organisation accuse ainsi "l'Union européenne d'appliquer des mesures de contrôles aux frontières qui mettent en danger la vie des migrants et des demandeurs d'asile et ne garantissent pas la sécurité de celles et ceux qui fuient les conflits et les persécutions".

"Les gens ressentent un manque croissant de respect envers les droits des personnes cherchant refuge dans l'Union européenne", a ajouté M. Shetty, attribuant cela aux "mesures d'austérité" appliquées en Europe.

L'Italie est notamment sévèrement critiquée.

"Des bateaux entiers d'Africains naviguant au large des côtes italiennes se sont vu refuser la sécurité des côtes européennes en 2012 parce que les Etats

considèrent le contrôle de leurs frontières comme sacro-saint", regrette le rapport.

Nombre des 214 millions de migrants dans le monde sont soumis à des conditions de travail "proches de l'esclavage" ou qui s'apparente à du "travail forcé", note-t-il également. Hong Kong, la Jordanie, le Liban et le Koweït sont particulièrement pointés du doigt pour leur incapacité à protéger les droits des employés de maison étrangers.

En Jordanie, certaines employées sont "confinées au domicile de leur employeur, sans salaire, leur passeport confisqué ou sont maltraitées physiquement, sexuellement ou psychologiquement par leur employeur", détaille Amnesty.

En matière de sécurité, Amnesty a recensé en Egypte au moins huit personnes abattues en 2012 par les forces de sécurité alors qu'elles tentaient de franchir la frontière avec Israël.

En Libye, "des milliers de personnes sont détenues indéfiniment, dans l'attente de leur expulsion, dans des centres de détentions surpeuplés et insalubres".

Le rapport dénonce également la politique "du tirer pour tuer" toujours en usage en Erythrée à l'encontre de ceux qui tentent de franchir la frontière avec l'Ethiopie.

En Somalie, où près de 1,1 million de personnes ont dû quitter leur domicile pendant les deux décennies de conflit, l'ONG souligne qu'il y a eu de nombreux rapports d'agressions sexuelles contre les femmes et les filles vivant dans les camps de réfugiés tentaculaires autour de la capitale Mogadiscio.

Au Kenya voisin, où plus de 468.000 réfugiés s'entassent dans le plus grand camp du monde, à Dadaab, la majorité des résidents somaliens sont victimes d'abus commis par la police, dénonce Amnesty.

Certains pays comme le Soudan, le Gabon ou les Bahamas obligent les réfugiés et les demandeurs d'asile à retourner dans leur pays. L'Ukraine, elle, répond favorablement aux demandes d'expulsion même lorsque les individus recherchés ont obtenu un statut de réfugié, note encore Amnesty.

AFP

♦

♦